

Rapport du Président

Séance Publique du
jeudi 23 juin 2011

Service instructeur
Direction des Finances

1^{ère} Commission –
N° CG-2011-3-1-3

Service consulté

COMPTE ADMINISTRATIF 2010

Résumé : L'exercice 2010 du Compte administratif fait apparaître au budget principal (mouvements réels et d'ordre) des dépenses à hauteur de 900,8M€ et des ressources d'un montant de 924,9M€ pour obtenir un résultat excédentaire cumulé brut de 24,1M€, représentant 2,6 % du volume budgétaire des recettes réalisées toutes sections confondues.

Le niveau d'investissement a été maintenu à hauteur de 257,7 M€, ce qui correspond à un effort significatif en faveur de l'économie haut-rhinoise mais a nécessité un emprunt de 93,2 M€.

Le volume des dépenses de fonctionnement de 548,2 M€ est en augmentation de 5,1 % avec notamment un accroissement significatif des dépenses sociales et plus particulièrement celles de l'APA (+ 5,3 %, + 2,4 M€) et du RMI-RMA-RSA (+13,8%, +9,7 M€). Ces dépenses ont été financées grâce à une augmentation modérée des taux d'imposition de 1,8%.

Les recettes de fonctionnement de 645,1 M€ en augmentation de 4,7 % grâce notamment à l'accroissement des droits de mutation (+ 8,4 M€) et de la TIPP (+3,8M€). Les recettes d'investissement ont cette année connu une diminution de 16,8% (56,6 M€), due pour 10 M€ à la reprise du rythme du versement annuel du FCTVA, l'année 2009 avait connu un remboursement anticipé du FCTVA.

SOMMAIRE

Compte Administratif 2010

INTRODUCTION	p. 3
1. LA SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT	p. 4
1.1. LES RESSOURCES.....	p. 4
1.1.1. La fiscalité directe.....	p. 5
1.1.2. La fiscalité indirecte.....	p. 5
1.1.3. Les dotations de l'Etat.....	p. 6
1.1.4. Les autres recettes (hors emprunt).....	p. 6
1.1.5. L'emprunt.....	p. 7
1.2. LES DEPENSES	p. 8
1.2.1. Les dépenses d'investissement	p. 10
1.2.2. Les dépenses de fonctionnement.....	p. 12
1.2.3. La situation des AP.....	p. 15
2. DETERMINATION DU RESULTAT	p. 15
2.1. LES RESTES A REALISER.....	p. 15
2.2. LE SOLDE D'EXECUTION.....	p. 15
3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE	p. 16
3.1. BUDGET PRINCIPAL.....	p. 16
3.2. BUDGET ANNEXE.....	p. 17
3.3. VOLUME GLOBAL.....	p. 17
CONCLUSION	p. 18

INTRODUCTION

L'exercice 2010 connaît une diminution globale de la section d'investissement de 3,4 % (- 9,05 % en excluant les crédits revolving de 57,7 M€ qui font l'objet d'une recette pour le même montant). Le concours aux tiers a également diminué de 9,4 % (81,6 M€).

Les charges de fonctionnement, quant à elles, connaissent globalement une hausse de 5,1 %, conséquence notamment d'une augmentation des dépenses sociales et plus particulièrement celles liées au RMI – RMA - RSA et à l'APA (+ 21,1 M€).

Le contexte de perte constante d'autonomie fiscale se traduit par un produit de la fiscalité directe en très légère augmentation de 1,8 % (contre 4,3 % en 2009), une diminution de 1,5 % des allocations compensatrices malgré une hausse contenue des taux d'imposition de 1,8 %.

L'exécution budgétaire 2010, que je soumets à votre approbation, permet aussi de relever des indicateurs pertinents qui soulignent la gestion financière de la collectivité.

- une croissance légèrement plus importante des recettes globales par rapport aux dépenses (toutes sections confondues) :
 - 2,23 % pour les dépenses
 - 3,15 % pour les recettes.
- un niveau d'exécution équilibré par section :
 - avec un taux moyen de consommation des dépenses de 94,8 % du budget annuel total, soit 805,9 M€ et une réalisation en nette progression des crédits votés au budget primitif 2010 (99,2 %), manifestation du caractère d'ajustement des décisions modificatives.
 - avec un taux de consommation d'une part, en diminution de 3,4 % pour la section d'investissement atteignant les 93,1 % (257,7 M€), et d'autre part en accroissement de 5,1 % pour le fonctionnement (95,6 % et 548,2 M€).
- un partenariat maintenu à un niveau raisonnable :
 - avec un niveau de subventionnement accordé au tiers qui atteint 76 M€ (-8,4%) en investissement et 31,4 M€ en fonctionnement (- 5,7 %).
 - les travaux réalisés pour le compte de tiers ont diminué de 21,1 % pour atteindre 5,6 M€.
- un équilibre financier maintenu :
 - par un recours à l'emprunt de 93,2 M€ qui couvre 57,3 % des investissements réalisés, et un autofinancement affecté de 29,2M€ qui couvre 17,95 % de l'investissement opérationnel,
 - par un niveau d'endettement de 572 € par habitant, contre 515,08 € en 2009,
 - par une épargne brute en légère augmentation et qui atteint 72,7M€,
 - par un résultat brut cumulé préservé de 24,1 M€.

1. SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

1.1. LES RESSOURCES

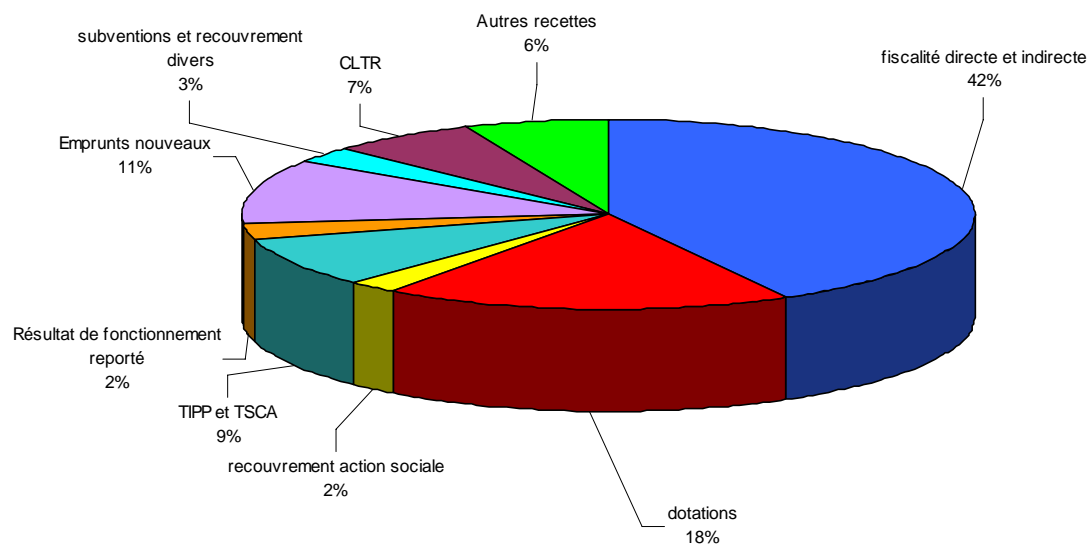
Le compte administratif de l'exercice 2010 affiche un volume global de recettes réelles de 830 M€, en progression de 2,6 % par rapport à l'exercice précédent.

Ces ressources se répartissent entre la section de fonctionnement (641,2 M€) et la section d'investissement (188,8 M€).

Décomposition de la constitution des ressources du département :

en M€	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes de fonctionnement	377,7	402	446,1	493,6	514,5	571,6	638,5	621,0	615,9	641,2
Fiscalité directe	193,5	211,5	229,2	208,9	225	252,0	259,3	271,9	283,7	288,6
Fiscalité indirecte	49,4	45	47,9	52,7	57,8	65,7	70	60,7	50,2	59,5
Dotations	84,8	91,9	94,5	126,5	118,4	122,9	125,3	126,8	129,9	130,8
Recouvrements action sociale ...	16,5	21,5	29,9	30,1	26,3	32,0	43,6	48,8	50,2	34,5
TIPP taxe int. produits pétroliers				28,9	34	34,4	28,9	31,3	37,0	40,8
TSCA taxe conventions d'assurance					11,4	13,4	26,9	32,9	31,1	30,5
Reprise sur provisions							45,7			
Divers	33,5	32,1	44,6	46,5	41,6	51,2	38,8	48,6	33,8	56,5
Recettes d'investissement	89	85,7	98,3	90,6	87,4	101,7	141,4	160,7	192,7	188,8
Emprunts	19,6	47,6	36	30	30	15,0	50	80	95,0	93,2
Dotations	14,7	11,1	13,1	16,7	17,6	20,7	15,2	15,2	28,8	18,5
Subventions et recouvrements divers	41,1	14,5	18,6	15,1	13,7	20,5	26,5	18,7	25,5	22,4
Crédit Révolving	13,6	12,5	30,6	28,8	26,1	45,5	49,7	46,8	43,4	54,7
SOUS-TOTAL	466,7	487,7	544,4	584,2	601,9	673,3	779,9	781,7	808,6	830,0
+ Solde d'exécution				64,3	66,2	45,9	84,7	115,0	76,4	29,2
RECETTES TOTALES	466,7	487,7	544,4	648,5	668,1	719,2	864,6	896,7	885,0	859,2

Présentation de cette décomposition par typologie :

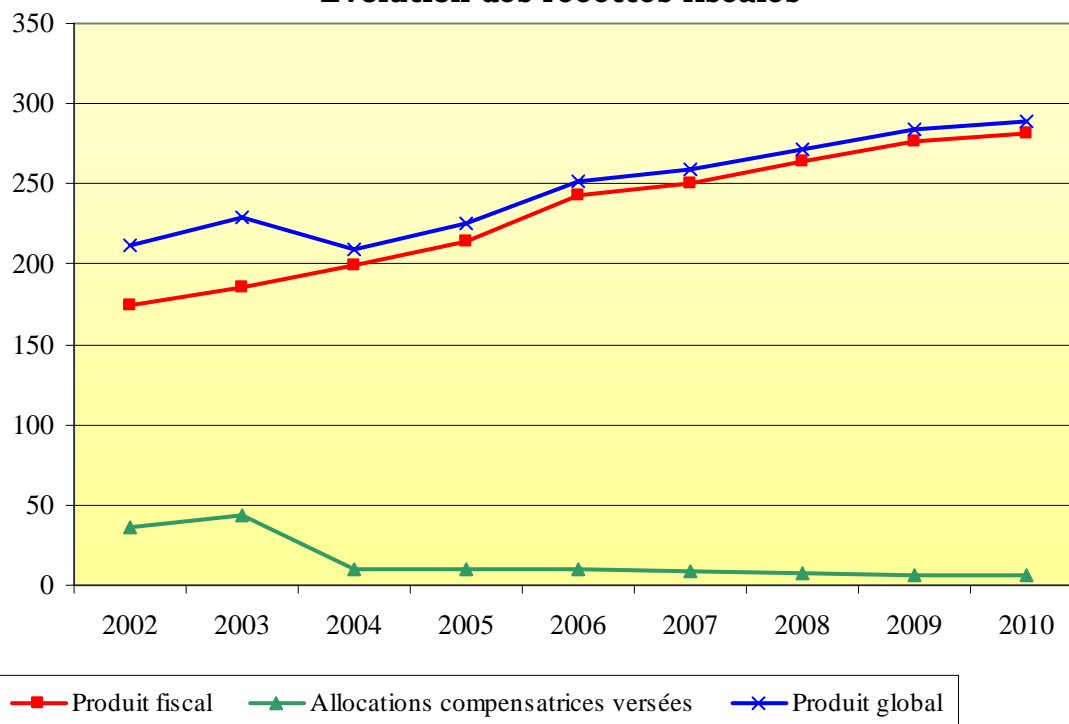


1.1.1. La fiscalité directe 288,6 M€

Avec une hausse modérée des taux de 1,8 % le produit fiscal direct total connaît une très faible progression par rapport à 2009 passant ainsi de 283,7 M€ à 288,6 M€ (+ 4,9 M€). En effet, si le Département a continué à bénéficier, en 2010, des évolutions des bases et du taux des trois taxes ménages (TH, TFB, TFNB), le produit de la taxe professionnelle déchu a été maintenu, à travers une compensation relais, au niveau de l'année 2009 à 174,4 M€. Ainsi le gel du produit de la TP, représentant 27 % de nos recettes de fonctionnement, expliquerait la faible évolution de l'ensemble. Le montant total des allocations compensatrices versées par l'Etat reste quasiment stable à 6,7 M€, représentant 2 % de la fiscalité directe totale. Ces allocations sont destinées à compenser les exonérations et dégrèvements accordés par l'Etat en matière d'impôts locaux.

Evolution de la fiscalité directe M€	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Produit fiscal	174,8 + 5,7%	185,6 + 6,2%	198,8 + 7,1%	214,8 + 8,1 %	242,4 + 12,9 %	250,1 + 3,2%	264,3 + 5,7%	276,9 + 4,8%	281,9 + 1,8%
Allocations compensatrices versées	36,7 + 30,6%	43,5 + 18,5%	10,1 - 76,8%	10,2 + 1,0 %	9,6 - 5,9 %	9,2 - 4,2%	7,6 - 17,4%	6,8 - 10,5%	6,7 - 1,5%
Produit global	211,5	229,1	208,9	225,0	252,0	259,3	271,9	283,7	288,6
Evolution du produit	+ 9,3%	+ 8,3%	- 8,8%	+ 7,7%	+ 12,0%	+ 2,9%	+ 4,9%	+ 4,3%	+ 1,7%
Part des allocations dans le produit global	17,4%	19,0%	4,8%	4,5%	3,8%	3,5%	2,8%	2,4%	2,3%
Pour mémoire augmentation votée des taux	+ 6,0 %	+ 6,0 %	+ 3,0 %	+ 2,9 %	+ 9,0 %	+ 4,4 %	+ 2,9 %	+ 2,8 %	+ 1,8 %

Evolution des recettes fiscales



1.1.2. La fiscalité indirecte : 59,5 M€

La tendance de perte de fiscalité indirecte amorcée en 2008 et qui s'était accrue en 2009 s'inverse, en 2010, pour retrouver un niveau presque similaire à celui de 2008.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Fiscalité indirecte	52,7 M€	57,8 M€	65,7 M€	70,0 M€	60,7 M€	50,2 M€	59,5 M€
	+ 9,6 %	+ 9,7%	+ 13,7%	+ 6,5%	- 13,3%	- 17,3%	18,5%
droits de mutation	45,3 M€	51,2 M€	59,7 M€	64,0 M€	53,7 M€	42,0 M€	50,5 M€
	+ 10,0%	+ 13,0%	+ 16,6%	+ 7,2%	- 16,1%	- 21,8%	20,2%
taxe sur espaces naturels sensibles	- €	- €	- €	- €	0,7 M€	1,5 M€	2,5 M€
						+ 114,3%	66,7%
Taxe sur l'électricité	5,2 M€	5,4 M€	5,5 M€	5,5 M€	5,6 M€	6,2 M€	6,2 M€
	+ 1,9%	+ 3,8%	+ 1,9%	+ 0,0%	+ 1,8%	+ 10,7%	0,0%
Autres taxes	0,6 M€	0,3 M€	0,5 M€	0,5 M€	0,7 M€	0,5 M€	0,3 M€
	+ 100,0%	- 50,0%	+ 67%	+ 0%	+ 40%	- 28,6%	- 40,0%
vignette automobile	1,6 M€	0,9 M€					
	+ 23,1%	- 43,8%					

Les droits de mutation (taxe départementale et taxe additionnelle) qui s'élèvent à 50,5 M€, ont fortement augmenté en 2010 de 20,2 % et représentent 85% de la fiscalité indirecte.

Il s'agit là de la conséquence de la reprise du marché immobilier après une diminution générée, en 2009, par la crise financière et au resserrement des conditions d'octroi de crédits par les banques au cours de cette année.

1.1.3. Les dotations de l'Etat : 149,3 M€

Les recettes d'investissement et de fonctionnement, sous forme de concours de l'Etat représentent 18,4 % du budget départemental en 2010, contre 20,2 % en 2009.

Le montant des dotations d'investissement encaissé, soit 18,5 M€, est étroitement lié aux investissements directs et indirects effectués par le Département.

Le fonds de compensation de la T.V.A. en est la principale composante (14 M€).

Le second poste significatif est la dotation départementale d'équipement des collèges (D.D.E.C.) qui représente 3,95 M€.

Evolution des dotations	2001 M€	2002 M€	2003 M€	2004 M€	2005 M€	2006 M€	2007 M€	2008 M€	2009 M€	2010 M€
Dotations d'investissement	14,7	11,1	13,1	16,7	17,5	20,7	15,2	15,2	28,8	18,5
<i>Part dans les recettes d'investissement réelles</i>	16,5 %	12,9 %	13,3 %	18,4 %	20,0%	20,3%	10,8%	9,5%	14,9%	9,80%
Dotations de fonctionnement	84,8	91,9	94,5	126,5	118,4	122,9	125,3	126,8	129,9	130,8
<i>Part dans les recettes de fonctionnement réelles</i>	22,4 %	22,8 %	21,2 %	25,6 %	24,5%	21,5%	19,6%	21,6%	21,9%	21%
Total dotations	99,5	103,0	107,6	143,2	135,9	143,6	140,5	142	158,7	149,3
<i>Part dans le budget</i>	21,3 %	21,1 %	19,8 %	24,5 %	23,8%	20,0%	18,0%	19,0%	20,2%	18,44%

Les dotations de fonctionnement versées s'élèvent à 130,8 M€ réparties entre la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) pour 126,9 M€ et la dotation générale de décentralisation (D.G.D.) pour 3,9 M€.

1.1.4. Les autres recettes hors emprunt : 235,4 M€

Hors la fiscalité, les dotations et l'emprunt, les autres recettes s'élèvent à 235,4 M€, soit 28,4 % du budget, dont :

- l'excédent cumulé 2009 repris : 20,4 M€ (23,7 € en 2008).
- les recouvrements d'aide sociale hors APA et RMI : 18,5 M€.
- les compensations au titre de l'APA : 14,4 M€ ; de la PCH : 6 M€, des MDPH : 1 M€
- le Fonds Mobilisation Départemental pour l'Insertion (F.M.D.I.) : 8,9 M€
- le versement de l'Etat pour allocations RMI (T.I.P.P.) : 40,8 M€

- la taxe sur les conventions d'assurance T.S.C.A. : 30,5 M€
- le produit des opérations de crédit revolving : 54,7 M€

Par ailleurs les titres afférents à la récupération des charges du personnel départemental mis à disposition de la M.D.P.H. de l'année 2009 qui n'avaient pas été émis sur l'exercice correspondant ont été régularisés en 2010 pour un montant de 1,6 M€. Les remboursements de frais de personnel, en 2010, s'élèvent globalement à 4,3 M€.

1.1.5. L'emprunt : 93,2 M€

Le volume d'emprunt réalisé s'élève à 93,2 M€. Cette souscription porte le stock de la dette à 429,9 M€ au 31 décembre 2010, soit 572 € par habitant.

Le taux moyen de la dette départementale s'élève à 3,08 % au 31 décembre 2010. La structure de l'encours restant dû présente 63,14 % d'emprunts à taux fixe dont 15 % de taux structuré et 36,86 % d'emprunts à taux variable, dont 34 % de crédits revolving (prêts assortis d'une option sur une ligne de trésorerie).

Les effets des nouveaux emprunts contractés en 2009 et 2010 sur notre capacité de désendettement (en année) : elle est passée de 2,6 ans en 2008 à 5,2 en 2009 et à 5,9 en 2010.

1.2. LES DEPENSES

Présentation fonctionnelle du CA 2010 (hors solde d'investissement 2009)

	Fonctionnement	Investissement	Total	Part dans le CA	valeur (en €/hab)
Services généraux	69 095 739,80	3 961 372,50	73 057 112,30	8,38%	97
Sécurité	20 646 435,07	2 232 563,35	22 878 998,42	2,62%	30
dont SDIS	20 629 190,06		20 629 190,06	2,37%	27
Enseignement	17 970 798,35	33 360 250,49	51 331 048,84	5,89%	68
dont collèges	15 020 429,60	28 934 089,36	43 954 518,96	5,04%	59
dont enseignement supérieur	873 974,29	3 043 160,63	3 917 134,92	0,45%	5
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	11 371 913,77	10 138 080,84	21 509 994,61	2,47%	29
dont culture	5 826 905,82	690 405,02	6 517 310,84	0,75%	9
dont patrimoine	2 465 390,72	4 171 893,81	6 637 284,53	0,76%	9
Prévention médico-sociale	3 057 226,40	145 326,00	3 202 552,40	0,37%	4
dont PMI et planification familiale	1 166 749,97	145 326,00	1 312 075,97	0,15%	2
dont prévention et éducation pour la santé	1 522 177,90		1 522 177,90	0,17%	2
Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	224 400 692,28	11 850 120,14	236 250 812,42	27,10%	315
dont famille et enfance	85 128 328,84	1 294 379,04	86 422 707,88	9,92%	115
dont personnes handicapées	84 938 691,03	1 511 439,78	86 450 130,81	9,92%	115
dont personnes âgées	22 496 176,80	7 533 194,38	30 029 371,18	3,45%	40
RMI - RMA	2 757 127,79		2 757 127,79	0,32%	4
APA	48 031 797,47		48 031 797,47	5,51%	64
RSA	78 210 870,20	86 462,00	78 297 332,20	8,98%	104
Réseaux et infrastructures	14 614 080,04	81 220 126,38	95 834 206,42	10,99%	128
dont routes et voirie	7 445 993,77	53 612 724,65	61 058 718,42	7,01%	81
dont viabilité hivernale	6 431 426,08		6 431 426,08	0,74%	9
Aménagement et environnement	7 589 207,40	19 302 766,64	26 891 974,04	3,09%	36
Transports	30 302 291,18	85 504,82	30 387 796,00	3,49%	40
dont transports scolaires	30 110 644,31		30 110 644,31	3,45%	40
Développement économique	8 007 991,62	13 920 715,62	21 928 707,24	2,52%	29
dont industrie, commerce et artisanat	341 580,00	6 604 460,50	6 946 040,50	0,80%	9
dont développement touristique	3 398 201,02	4 960 797,68	8 358 998,70	0,96%	11
Annuité de la dette	11 659 727,55	30 737 934,86	42 397 662,41	4,86%	56
Opérations non ventilées	49 987 348,62	66 883 018,11	116 870 366,73	13,41%	156
TOTAL	597 703 247,54	273 924 241,75	871 627 489,29	100,00%	1 161

Les dépenses réelles : 805,9 M€

L'exécution de l'année 2010 affiche un niveau élevé du taux de consommation des dépenses avec une réalisation moyenne de 94,8 % (hors déficit d'investissement reporté de 2009). Ce taux atteint 93,1 % en investissement et 95,6 % en fonctionnement.

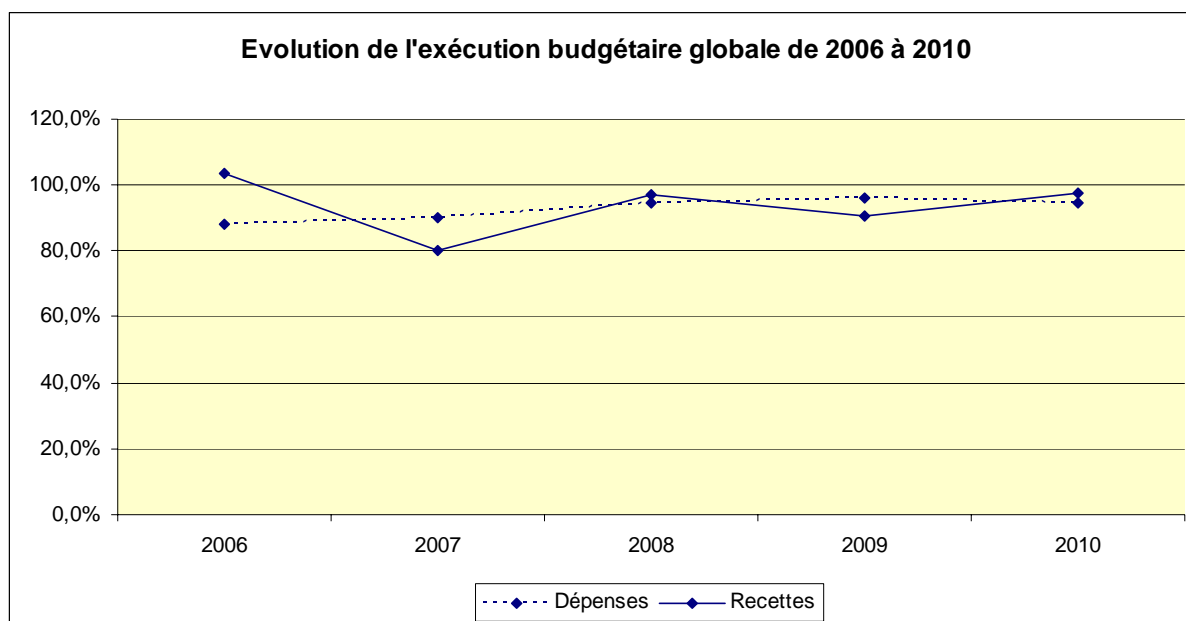
Ces taux élevés traduisent une exécution budgétaire conforme aux rythmes annoncés des projets et politiques publiques mais aussi, une réduction de nos marges de manœuvre pour obtenir un résultat de fonctionnement acceptable pour financer la décision modificative n°1 de 2011.

Evolution de l'exécution budgétaire de 2006 à 2010 (mouvements réels hors CLTR :

Evolution de l'exécution budgétaire de 2006 à 2010 (Mouvements réels hors crédits revolving)

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Réalisé	%	Réalisé	%	Réalisé	%	Réalisé	%	Réalisé	%
Investissement										
Dépenses	196 722 988,01	82,3%	212 333 089,36	86,5%	239 159 721,47	88,1%	223 475 833,57	91,3%	202 994 765,66	91,5%
Recettes	102 055 661,36	63,3%	176 386 683,60	79,3%	113 880 687,66	66,1%	149 275 889,59	60,9%	134 066 455,96	92,1%
Résultat de la section	-84 697 080,54		-115 021 828,70		-76 424 783,45		-29 183 442,19		-23 354 310,96	
Fonctionnement										
Dépenses	358 162 650,35	95,5%	438 855 319,42	90,0%	471 633 974,08	91,2%	521 375 638,59	97,3%	548 201 271,97	95,6%
Recettes	514 519 639,95	103,1%	638 565 209,16	100,9%	620 640 859,82	100,7%	615 937 463,61	100,6%	641 230 413,66	98,7%
Résultat de la section	110 654 360,42		148 353 526,97		100 152 635,38		49 545 323,23		47 455 143,00	
Résultat de clôture	25 957 279,88		33 331 698,27		23 727 851,93		20 361 881,04		24 100 832,04	

Exécution des 2 sections	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses	88,0%	90,3%	94,4%	96,2%	94,5%
Recettes	103,7%	80,0%	97,0%	90,5%	97,5%



Cette situation reflète aussi une évolution contenue de 5,1 % des charges de fonctionnement qui ont représenté, en 2010, 68 % de notre volume budgétaire contre 66,1 % en 2009.

Dépenses	CA 2006	CA 2007	CA 2008	CA 2009	BP 2010	BP + DM 2010	CA 2010	Variation CA	
								%	MC
Investissement	242,2	262,1	286	266,9	271,6	276,9	257,7	-3,4%	-9,2
% réalisation	76,4 %	86,5 %	89,8 %	92,6 %	94,9 %		93,1 %		
Fonctionnement	404,0	438,9	471,6	521,4	540,7	573,2	548,2	5,1%	26,8
% réalisation	95,4 %	90,6 %	91,2 %	97,3 %	101,4 %		95,6 %		
TOTAL	646,2	701	757,6	788,3	812,3	850,1	805,9	2,2%	17,6
% réalisation	87,3 %	89,0 %	90,7 %	95,7 %	99,2 %		94,8 %		
Part des investissements	37,5 %	37,4 %	37,8 %	33,9 %			32,0 %		
Part du fonctionnement	62,5 %	62,6 %	62,2 %	66,1 %			68,0 %		

1.2.1. Les dépenses d'investissement : 257,7 M€

Dépenses	CA 2007	%	CA 2008	%	CA 2009	%	CA 2010	%	Variation N/N-1	
		Réal.		Réal.		Réal.		Réal.	M€	%
Investissement	262	86,51%	286	89,83%	266,9	73,20%	257,7	93,07%	-9,2	-3,4%
- équipements directs	81,4		113,4		98,3		81,1		-17,2	-17,5%
- subventions	83		90,2		83		76		-7,0	-8,4%
- travaux p/tiers	5,6		6,1		7,1		5,6		-1,5	-21,1%
- opérations financières	92		76,3		78,5		95,0		16,5	21,0%
dont remboursement de la dette	37,3		24		24,7		30,7		6,0	24,3%
CLTR	49,7		46,8		47		57,7		10,7	22,8%
avances remboursables et autres	5		5,5		6,8		6,6		-0,2	-2,9%

Les dépenses réelles d'investissement marquent une diminution de 3,4 %.

Structure comparée des CA 2009 et 2010 :

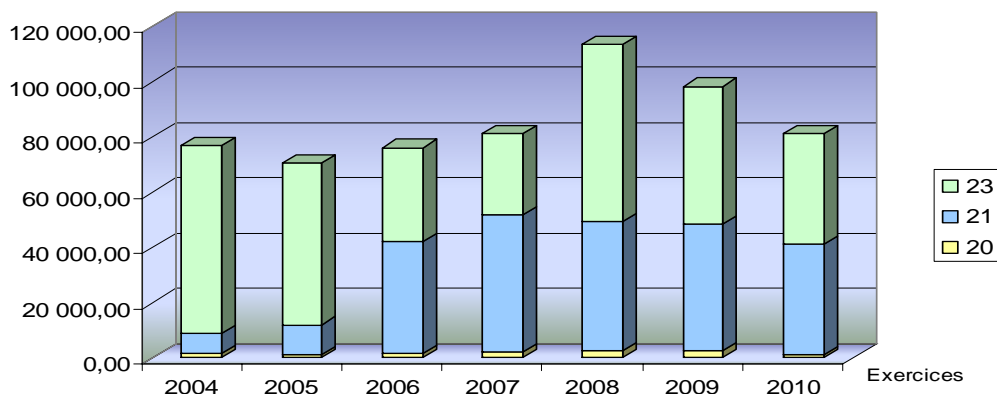
INVESTISSEMENT			
chapitre	2009	2010	variation
équipements départementaux	98 340 974,65	81 070 735,04	-17,56%
RMI	23 860,41	0,00	-100,00%
équipements non départementaux	82 877 438,23	75 990 817,94	-8,31%
subventions d'investissement	168 118,35	5 000,00	-97,03%
travaux pour compte de tiers	7 055 915,92	5 666 783,98	-19,69%
dépenses financières	78 463 193,52	94 979 352,41	21,05%
Total opérations réelles	266 929 501,08	257 712 689,37	-3,45%
opérations patrimoniales + mvts ordre	22 181 971,46	16 211 552,33	-26,92%
Solde d'exécution reporté	76 424 783,45	29 183 442,19	-61,81%
TOTAL INVESTISSEMENT	365 536 255,99	303 107 683,89	-17,08%

Le taux de couverture (dépenses d'équipement sur l'autofinancement net), sur les comptes administratifs de 2004 à 2010 présente un infléchissement important jusqu'à 2009. En 2010 il se stabilise (51,7 %). L'autofinancement net est le solde des opérations réelles de fonctionnement auquel on retranche le montant des remboursements en capital de la dette de l'année.

Evolution des dépenses d'équipement par chapitre :

Evolution des dépenses d'équipement (en Milliers d'euros)

Montants réalisés



En 2010, le volume des investissements réalisés au sein du chapitre 23 – Immobilisations en cours, dépenses qui feront l'objet d'un amortissement à la réception et la constatation du parfait achèvement des travaux, est équivalent à celui constaté au chapitre 21.

A titre d'information des travaux en cours d'un montant total de 15,6 M€ ont été transférés à l'actif du patrimoine départemental et généreront des amortissements à compter du 1^{er} janvier 2011.

1.2.1.1. Les équipements départementaux : 81 M€

Décomposition patrimoniale des dépenses :

Dépenses équipements :	81 070 735,04	100,00%
Réseau et installations de voirie :	51 270 537,90	63,24%
Collèges - Travaux, aménagement, installations :	9 294 176,29	11,46%
Acomptes versés - MOD :	7 350 070,04	9,07%
Bâtiments publics - Travaux et aménagement :	5 499 706,73	6,78%
Immobilisations renouvelables :	3 838 139,45	4,73%
Terrains, plantations et aménagement :	1 577 545,20	1,95%
Réseaux divers - travaux et aménagement :	717 291,67	0,88%
Logiciels et progiciels :	527 176,46	0,65%
Frais d'études :	472 240,44	0,58%
Frais d'insertion :	200 820,32	0,25%
Bâtiments privés - Travaux et aménagement :	177 898,55	0,22%
Autres immobilisations incorporelles :	145 176,46	0,18%

1.2.1.2. Les équipements non départementaux et travaux pour compte de tiers : 81,6 M€

La capacité de consommation de nos partenaires bénéficiaires des aides du Conseil Général est en constante augmentation, cependant cette forte demande a été contenue à un niveau raisonnable et en diminution de 8,3 %. Ainsi les subventions versées (communes, établissements intercommunaux,...) et les travaux effectués par la collectivité pour le compte de tiers représentent 31,6 % des dépenses réelles et sont légèrement supérieurs aux dépenses d'équipements départementaux (31,5 %).

Les subventions versées représentent 29,5 % de nos dépenses d'investissement en 2010, contre 31,1 % en 2009 et ont connu une réduction de 8,3 %.

Tableau récapitulatif des aides apportées tant en fonctionnement qu'en investissement :

Bénéficiaire	2008		2009		2010		Evolution 2009/2010
	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	
Etat	2 135 096,79	1,67%	768 095,60	0,62%	3 751 908,03	3,32%	388,47%
Régions	120 497,74	0,09%	71 120,79	0,06%	121 902,98	0,11%	71,40%
Départements	10 500,00	0,01%	11 665,24	0,01%			-100,00%
Communes et structures intercommunales	36 906 342,33	28,81%	37 860 848,63	30,73%	28 736 358,60	25,42%	-24,10%
Autres groupements de collectivités	5 175 005,00	4,04%	4 347 608,74	3,53%	4 596 286,36	4,07%	5,72%
Spic	656 600,00	0,51%	306 900,00	0,25%	930 370,00	0,82%	203,15%
Autres établissements publics locaux	3 911 858,23	3,05%	8 171 410,77	6,63%	10 224 696,28	9,04%	25,13%
Organismes publics divers	23 371 810,85	18,24%	22 026 574,45	17,88%	16 150 904,19	14,29%	-26,68%
Personnes de droit privé	49 627 766,45	38,74%	42 523 619,48	34,51%	42 800 481,70	37,86%	0,65%
Etablissements scolaires	121 670,88	0,09%	78 592,00	0,06%	76 650,00	0,07%	-2,47%
Opérations pour compte de tiers	6 063 447,65	4,73%	7 055 915,92	5,73%	5 666 783,98	5,01%	-19,69%
TOTAL	128 100 595,92	100,00%	123 222 351,62	100,00%	113 056 342,12	100,00%	-8,25%

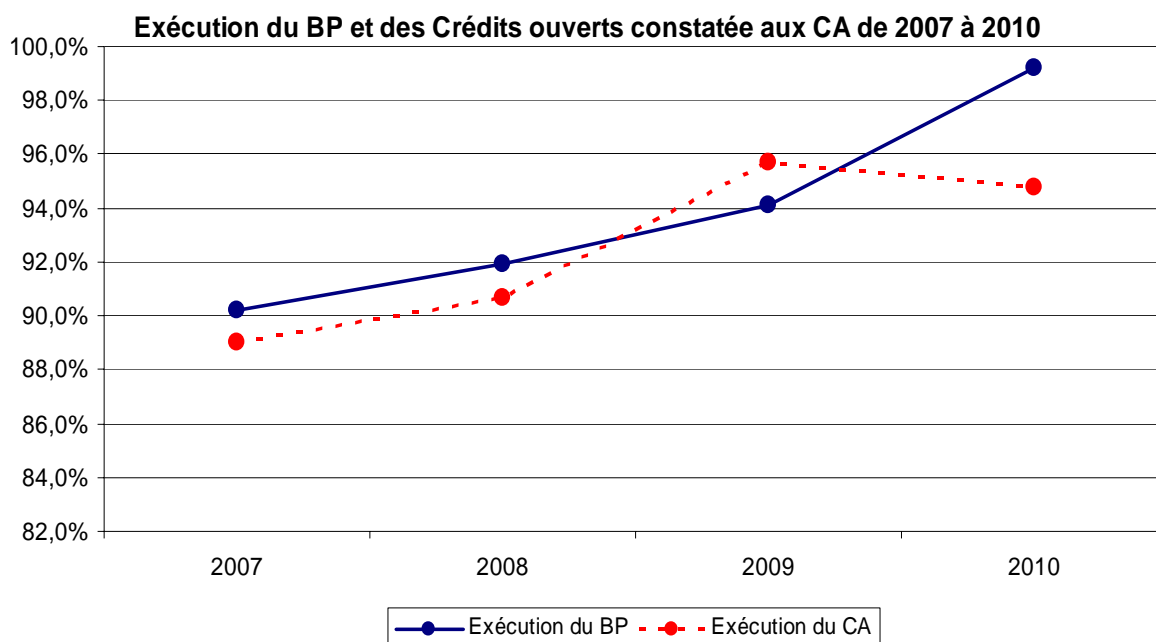
1.2.1.3. Les dépenses financières : 95 M€

En matière de dette, l'encours de la dette au 31 décembre est passé de 370,4 M€ en 2009 à 429,9 M€ en 2010. Le remboursement de la dette en capital à l'échéance est passé de 28,2 M€ en 2009 à 33,7 M€. Ces augmentations infléchissent notre autofinancement net (solde des opérations réelles de fonctionnement augmenté du montant du remboursement en capital de la dette). En 2010 notre autofinancement net est de 41,9 M€ (46 M€ en 2009).

1.2.2. Les dépenses de fonctionnement

Structure comparée des CA 2009 et 2010 :

FONCTIONNEMENT					
	chapitre	2009	2010	variation	
Réels	charges à caractère général	67 509 278,41	66 915 664,53	-0,88%	
	charges de personnel	93 536 628,65	98 449 120,79	5,25%	
	autres charges de gestion courante	233 110 726,56	241 421 384,83	3,57%	
	frais de fonctionnement des groupes élus	290 627,22	297 212,27	2,27%	
	RMI - RMA	32 440 112,97	2 747 864,49	-91,53%	
	APA	45 601 992,77	48 027 588,54	5,32%	
	RSA	37 808 101,04	78 210 870,20	106,86%	
	charges financières	9 605 609,79	11 727 301,11	22,09%	
	charges exceptionnelles	1 461 184,18	384 906,21	-73,66%	
	atténuation de produits	11 377,00	19 359,00	70,16%	
	Total opérations réelles		521 375 638,59	548 201 271,97	5,15%
	Ordre	dotations aux amortissements	45 016 501,79	49 501 975,57	9,96%
		TOTAL FONCTIONNEMENT		566 392 140,38	597 703 247,54



Les dépenses réelles de fonctionnement ont été contenues et n'ont augmenté que de 5,1 % par rapport à 2009 alors que les crédits inscrits au budget primitif n'ont augmenté que de 4,9 %.

Composition et évolution des dépenses de fonctionnement :

Dépenses	CA 2008	%	% Part	CA 2009	%	% Part	CA 2010	%	% Part	Variation N/N-1		Variation N/N-2	
		Réal.	dans la section		Réal.	dans la section		Réal.	dans la section	M€	%	M€	%
Fonctionnement	471,6	91,2%	100,0%	521,4	97,3%	100,0%	548,2	95,6%	100,0%	26,8	5,1 %	76,6	18,8 %
- frais financiers (66)	9,5		2,0%	9,6		1,8%	11,7		2,13%	2,1	+21,9 %	2,2	+23,2 %
- frais de personnel (012)	89,4		19,0%	93,5		17,9%	98,4		17,95%	4,9	+5,2 %	9,0	+10,1 %
- entretien voirie	13,0		2,8%	14,1		2,7%	13,9		2,54%	-0,2	-1,4 %	0,9	+6,9 %
- service incendie	17,8		3,8%	19,2		3,7%	20,6		3,76%	1,4	+7,3 %	2,8	+15,7 %
- enseignement	16,8		3,6%	18,3		3,5%	17,6		3,21%	-0,7	-3,8 %	0,8	+4,8 %
- transport scolaire	28,5		6,0%	28,9		5,5%	30,1		5,49%	1,2	+4,2 %	1,6	+5,6 %
- solidarité (hors 012)	250,2		53,1%	285,1		54,7%	306,2		55,86%	21,1	+7,4 %	56,0	+22,4 %
* dt : RMI 015	60,4			32,4			1,7			-30,7	-94,8 %	-58,7	-97,2 %
APA 016	38,8			45,6			48,0			2,4	+5,3 %	9,2	+23,7 %
RSA 017				37,8			78,2			40,4	+106,9 %	78,2	
- autres interventions	46,4		9,8%	52,7		10,1%	49,7		9,07%	-3,0	-5,7 %	3,3	+7,1 %
* dt contributions obligatoires													
dont :													
subventions	37,2		7,9%	33,3		6,4%	31,4		5,73%	-1,9	-5,7 %	-5,8	-15,6 %

1.2.2.1. Les frais financiers

La part des frais financiers versée est en augmentation de 21,9 % par rapport à l'année 2009. C'est le reflet des conséquences, sur la section de fonctionnement, des emprunts contractés en 2009 (95 M€) pour la part des intérêts.

1.2.2.2. Les frais de personnel

La part relative des charges de personnel par rapport aux dépenses totales de fonctionnement est identique à celle de 2009, soit 17,9 % avec une évolution des charges de 5,2 % et une diminution des effectifs de 9 agents. Cette progression, somme toute faible, est liée notamment à la majoration de la masse salariale par le jeu du Glissement Vieillesse Technicité (G.V.T.).

L'effectif du personnel départemental est passé de 2 221 agents en 2009 à 2 212 agents en 2010, soit une diminution de 0,4 %.

1.2.2.3. Entretien de la voirie

Ce poste a connu une diminution de 1,4 %, signe d'un hiver moins rigoureux qu'en 2009.

1.2.2.4. Aide Sociale

Le poids de l'Aide Sociale représente 55,8 % de nos charges de fonctionnement contre 54,7 % en 2009 avec une augmentation annuelle des dépenses de 7,4 %.

Dépenses sociales transférées et leurs compensations versées par l'Etat de 2006 à 2010 :

EVOLUTION DES DEPENSES SOCIALES TRANSFEREES :

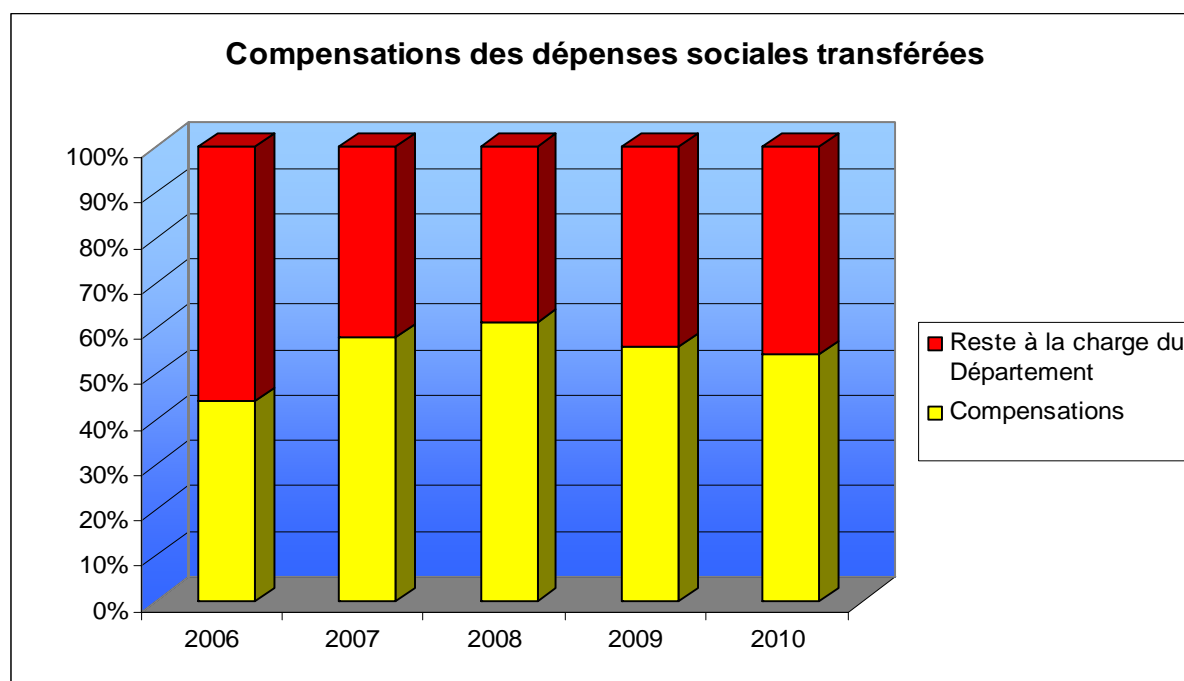
	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2006/2010
APA	10,85%	3,56%	17,52%	5,32%	42,08%
PCH	-65,51%	80,06%	60,55%	20,75%	20,39%
RMI + RMA + RSA	5,99%	4,46%	25,48%	11,61%	55,05%

EVOLUTION DES COMPENSATIONS AU TITRE DES DEPENSES SOCIALES TRANSFEREES :

	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2006/2010
APA	15,55%	10,80%	-1,02%	13,51%	43,84%
PCH		44,77%	-2,29%	-12,50%	
RMI + RMA + RSA	19,76%	9,46%	18,16%	10,95%	71,85%

ECARTS ENTRE LES DEPENSES SOCIALES ET LES COMPENSATIONS :

en M€	2006	2007	2008	2009	2010
APA	-23,81	-25,93	-26,02	-32,95	-33,66
PCH	-9,35	1,60	1,18	-2,50	-5,29
RMI + RMA + RSA	-17,12	-14,16	-13,06	-19,16	-21,68



Globalement les programmes d'action de la Direction de la Solidarité ont mobilisé 321,1 M€ dont la ventilation est la suivante :

- Politique Santé : 2 M€
- Protection Maternelle et Infantile : 1,1 M€
- Protection de l'Enfance : 79,9 M€
- Insertion Jeunes : 3 M€
- Insertion Adultes : 82,6 M€ dont rSa : 69,7 M€
- Personnes âgées : 70,7 M€ dont APA : 48,3 M€
- Personnes handicapées : 81,8 M€ dont PCH : 11,2 M€
- Plan de Revitalisation Economique : 49 000 €.

Dont 9,1 M€ sous la forme de subventions.

*

1.2.3. La situation des AP

Le Département a décidé, dès 1999, de présenter son budget d'investissement sous la forme d'autorisations de programmes (AP) et d'apporter aussi une vision pluriannuelle des investissements projetés. Ces autorisations de programme constituent un engagement politique des dépenses engagées.

La synthèse des AP et CP réalisée fin 2010 laisse apparaître la situation suivante :

➤ Cumul des AP votées :	924,3 M€
➤ Cumul des CP réalisés :	198,2 M€
Reste à financer dans les prochaines années :	726,1 M€, soit 78,6 %

2. DETERMINATION DU RESULTAT

L'arrêté des comptes permet de dégager le résultat qui est constitué par le cumul du résultat de l'exercice et du résultat reporté.

Le montant ainsi déterminé tient compte des restes à réaliser en dépenses et en recettes et du solde d'exécution de la section d'investissement.

2.1. LES RESTES A REALISER

Les restes à réaliser en investissement correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission de titre.

Toutefois, les opérations gérées en AP/CP et la dette ne sont pas reprises dans les restes à réaliser. Il n'y a donc pas lieu de constater de restes à réaliser à ce niveau.

Le montant constaté des restes à réaliser de la section de fonctionnement correspond aux engagements existants, avant la clôture de l'exercice, sur les subventions et participations votées soit 1 490 718,86 € dont les éléments justificatifs sont annexés au Compte Administratif.

2.2. LE SOLDE D'EXECUTION

Le solde d'exécution de la section d'investissement est constitué par le cumul du solde des émissions de titres et de mandats de l'exercice (écritures réelles et d'ordre) et du résultat reporté.

Le besoin de financement de la section d'investissement, sera couvert lors de l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement.

Dépenses d'investissement	303 107 683,89 €
Recettes d'investissement	279 753 372,93 €
Solde d'exécution (besoin de financement)	<u>-23 354 310,96 €</u>
Solde de fonctionnement disponible	47 455 143,00 €
RELIQUAT NET	<u>+24 100 832,04 €</u>

Le compte de gestion du Payeur Départemental présente un résultat différent aux sections de fonctionnement et d'investissement provenant d'une gestion hors taxe des dépenses et recettes du Laboratoire Vétérinaire Départemental. C'est celui-ci qui est à retenir.

Solde d'exécution d'investissement	<u>-23 332 830,17 €</u>
Solde de fonctionnement disponible	47 455 691,53 €
RELIQUAT NET	<u>+24 122 861,36 €</u>

(à affecter dans le budget lors de la DM1 2011)

3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

3.1. BUDGET PRINCIPAL

1. Opérations réelles

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	257 712 689,37	188 784 379,67	-68 928 309,70
Fonctionnement	548 201 271,97	620 868 532,62	72 667 260,65
Total des opérations réelles	805 913 961,34	809 652 912,29	
Solde des opérations réelles			3 738 950,95

2. Opérations d'ordre

Section	Dépenses	Recettes
Investissement	16 211 552,33	61 785 551,07
Fonctionnement	49 501 975,57	3 927 976,88
Total des opérations d'ordre	65 713 527,90	65 713 527,95

3. Résultat 2009

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	29 183 442,19	29 183 442,19	0,00
Fonctionnement		20 361 881,04	20 361 881,04
Solde du résultat 2009			20 361 881,04

4. Résultat net du CA 2010

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	303 107 683,89	279 753 372,93	-23 354 310,96
Fonctionnement	597 703 247,54	645 158 390,54	47 455 143,00
Volume budgétaire	900 810 931,43	924 911 763,47	
Résultat			+ 24 100 832,04

Résultat 2010 du Budget principal du Compte de Gestion

Résultat 2009

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	29 171 349,80	29 183 442,19	12 092,39
Fonctionnement		20 386 745,61	20 386 745,61
Solde du résultat 2009			20 374 653,22

Résultat net du CA 2010

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	23 332 830,17		-23 332 830,17
Fonctionnement		47 455 691,53	47 455 691,53
Volume budgétaire	23 332 830,17	47 455 691,53	
Résultat			+ 24 122 861,36

3.2. CITE DE L'ENFANCE

1. Opérations réelles

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	110 886,58		-110 886,58
Fonctionnement	3 058 270,67	2 071 607,23	-986 663,44
Total des opérations réelles	3 169 157,25	2 071 607,23	
Solde des opérations réelles			-1 097 550,02

2. Opérations d'ordre

Section	Dépenses	Recettes
Investissement		41 125,36
Fonctionnement	41 125,36	
Total des opérations d'ordre	41 125,36	41 125,36

3. Résultat 2009

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement		177 339,13	177 339,13
Fonctionnement		2 172 274,06	2 172 274,06
TOTAL	0,00	2 349 613,19	2 349 613,19

4. Résultat net du CA 2010

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	110 886,58	218 464,49	107 577,91
Fonctionnement	3 099 396,03	4 243 881,29	1 144 485,26
Volume budgétaire	3 210 282,61	4 462 345,78	
Résultat			+ 1 252 063,17

Le budget de la Cité de l'Enfance fait l'objet d'un rapport spécifique.

3.3. VOLUME GLOBAL

Le volume budgétaire global de la collectivité, tel qu'il apparaît au compte administratif, s'élève à **935 710 545,52 €** en dépenses et **958 422 039,75 €** en recettes, soit un résultat excédentaire global de **25 374 924,53 €**, dont **24 122 861,36 €** pour le budget principal (montant figurant sur le compte de gestion) et **1 252 063,17 €** pour le budget annexe de la Cité de l'Enfance.

Je vous propose donc :

- D'arrêter le compte administratif pour l'exercice 2010
- Et de me donner acte de la communication des données prévues par la loi pour accompagner la comptabilité départementale de l'exercice écoulé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



<SIGPRE>

</SIGPRE

>

Charles BUTTNER